

De l'argent pour l'hôpital public, pas pour le capital !

La crise sanitaire a mis en évidence les conséquences criminelles des politiques de réduction de lits, de personnels, de moyens, qui ont asphyxié l'hôpital et fait de la santé une marchandise.

Face à la pandémie, à l'incurie, aux incohérences, et aux mensonges du Gouvernement, elle a aussi mis en évidence l'engagement, le courage de tous les personnels de santé : médecins, infirmier-e-s, aides-soignant-e-s, femmes de ménage, personnel technique... dont une grande majorité sont des femmes occupant des emplois sous-rémunérés.

La population les a applaudi-e-s avec tou-te-s les « premier-e-s de corvées » : personnels des EHPAD, caissier-e-s, éboueurs/euses et tou-te-s ceux/celles qui ont contribué aux besoins vitaux de la population.

Il faut aller plus loin. On veut aller plus loin. On va plus loin !

La santé est une question qui nous concerne tou-te-s et les revendications des personnels sont les nôtres :

Augmentation des salaires pour tous les personnels de l'hôpital public, des EPHAD, de l'aide à domicile et pour tous les « premier-e-s de corvée ».

Arrêt des privatisations, réouverture de lits, embauche de personnel, dotation en moyens nécessaires. L'Hôpital n'est pas une entreprise à but lucratif soumise aux règles de « management » destructeur du soin pour tous. Stop à la logique marchande et aux technocrates à l'Hôpital ! Le personnel soignant doit reprendre le pouvoir. Dans l'agglomération, le Groupement hospitalier mutualiste doit rester un acteur du service public de la santé

Pas de « rentrée » sans garanties !

Après le désastre économique et social provoqué par la pandémie, le gouvernement et le patronat font pression pour que chacun-e retourne, au plus vite, au travail, au risque de relancer la pandémie, quitte à ce que les écoles et les crèches soient transformées en garderies, dans des conditions traumatisantes pour les plus jeunes :

Pas de retour au travail, pas de rentrées sans garanties.

Pas questions d'accepter, dans les entreprises, des conditions de surexploitation pour rattraper les profits perdus.

Levée immédiate de l'État d'urgence sanitaire, utilisé pour accélérer la déréglementation générale, « uberiser » toutes les relations sociales, généraliser le contrôle de la population et limiter les libertés démocratiques,

Pas de santé publique sans protections et droits sociaux !

Travailleurs/euses avec ou sans papier, chômeurs/euses, précaires, caissières dans les grandes surfaces, camionneurs/euses, livreurs/euses, éboueurs/euses... tou-te-s les « rien » ou les soit-disant « privilégié-es » selon « notre » premier de cordée, habitant-e-s d'HLM exigus et insalubres ou étudiants en cité U, souffrant pour beaucoup de la faim, SDF et migrant-e-s...

Arrachons pour tou-te-s des conditions de vie, de travail et de salaires décentes.

Exigeons ensemble les moyens indispensables pour des services publics garantissant à tou-te-s l'accès à la Santé, à l'éducation, au logement...

Macron and Co, vous ne vous en sortirez pas à si bon compte de votre gestion désastreuse de la crise sanitaire, avec quelques médailles et quelques hurrahs pour les héros/héroïnes que vous regardiez, hier encore, avec mépris.

Nous ne nous laisserons pas enfermer dans les mailles liberticides de l'état d'urgence sanitaire :

**Rassemblement de solidarité avec tout le personnel
hospitalier, pour défendre nos intérêts d'usager-e-s, pour
tous les services publics**

Samedi 30 mai à 14 H - Parvis Hôpital - La Tronche

tout en respectant les règles de sécurité (masques , distances..)

À l'appel de : AG du travail social en lutte de Grenoble, Alternatiba/ANVCOP21 Grenoble, Attac Isère, CNT 38, Ensemble-Isère, Femmes Égalité - Comité Lucie Baud, NPA 38, PCOF, Solidaire Isère, UNEF Grenoble